

Rachid Nekkaz invite Abdelmadjid Tebboune à démissionner

L'activiste politique Rachid Nekkaz invite depuis sa cellule à la prison de Koléa dans la wilaya de Tipaza, le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune à démissionner de son poste. Il l'appelle également à la création d'un gouvernement de transition qui se chargera de gérer les affaires du pays en attendant la mise en place des institutions légitimes.

''Le président doit abandonner son poste comme l'ont fait ses deux prédécesseurs. Le président Liamine Zéroual, le 11 septembre 1998, lorsque des tensions importantes dans le système l'amène à donner sa démission et à organiser l'élection présidentielle anticipée'', écrit-il dans une lettre publiée sur sa page facebook.

Selon lui, le peuple algérien ne peut tolérer et laisser un homme gravement malade affaiblir la Nation en restant à la tête du plus grand pays d'Afrique et de la deuxième puissance militaire du continent.

''Le véritable courage politique du président Abdelmadjid Tebboune est de comprendre que son état de santé ne lui permet plus d'assurer les plus hautes fonctions du pouvoir exécutif de l'Etat algérien et que démissionner est la seule option réaliste et acceptable pour le peuple algérien'', note-il.

Pour Nekkaz, l'Algérie mérite d'avoir un président ''non diminué physiquement'', ''disponible sur le terrain 24h/24h''.

D'après lui, un président relativement jeune pour l'Algérie est aujourd'hui une obligation pour mener sur la durée les réformes nécessaires pour sortir notre pays de cette crise et pour ne plus mettre des militants politiques ainsi que des journalistes en prison.

Par ailleurs, il dit que ce n'est pas un crime d'avouer aux 45 millions d'Algériens que ni le pouvoir, ni ''l'opposition ne sont prêt à organiser et à participer à des élections dans les 90 jours. Le 12 décembre 2020, le premier ministre, Abdelaziz Djerad, a reconnu lui-même que notre pays traverse une crise sociale, économique et politique'', dit-il.

Etant donné ces conditions, ce n'est pas un crime de suspendre provisoirement la constitution et de former dès janvier 2021 un gouvernement de transition dans un esprit ''d'union nationale'' pour une durée de 12 mois.

''Dès 2022, nous pourrons élire un président en bonne santé et opérationnel à 100% pour mener les réformes politiques, sociales et économiques nécessaires pour relever les défis de l'Algérie de demain'', propose-t-il.

